

soutien inconditionnel des mouvements d'indépendance des peuples colonisés. Et les dirigeants staliniens ont exprimé les idées essentielles du léninisme sur la question coloniale.

D'autre part, ils préconisent une politique « française », c'est-à-dire une politique en rupture avec les engagements atlantiques, une politique d'échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest. Ce thème avait, dans le passé, entraîné inévitablement, et avec l'appui de la direction stalinienne, des compromis avec les patrons qui se montraient sensibles, pour leurs raisons propres, à certaines considérations de la politique stalinienne. Avec l'aplomb qui ne leur fait jamais défaut, les dirigeants staliniens semencent les militants de base qui se sont montrés opportunistes en application des directives reçues. Cette politique ne doit, leur dit-on maintenant, jamais donner lieu à une atténuation de la lutte de classe :

« Des cellules d'entreprises, là où le patron avait pris une position favorable à ces exigences [contre le plan Schuman, relations commerciales Est-Ouest], n'étaient pas loin de conclure à l'union sacrée... Dans le même temps que se renforcent et s'élargissent de telles possibilités d'union, il faut rendre évidentes les raisons de classe qui opposent le camp impérialiste des fauteurs de guerre au camp anti-impérialiste des partisans de la paix. » (Lecteur).

« La défense des industries menacées... est donc à l'ordre du jour et, s'il est du devoir des ouvriers de participer très activement à la défense de ces industries, cela ne saurait en aucun cas être envisagé sous l'angle de l'abandon ou de l'atténuation de la lutte de classe pour la défense des revendications ouvrières » (Duclos).

C'est, pour la direction du P.C.F., une façon de dire aux patrons : ne croyez pas que vous pourriez vous arranger individuellement avec nous ; si vous voulez avoir une certaine paix sociale, modifiez la composition de ce conseil d'administration de votre classe qu'est le gouvernement.

Mais ce n'est pas le seul changement dans la politique stalinienne. Les thèmes : paix, indépendance nationale, commerce Est-Ouest, occupation américaine, réarmement de l'Allemagne, tendent de plus en plus à être dominés par une autre question de la plus grande importance, orientée spécialement vers les ouvriers. C'est la menace gaulliste, contre laquelle il mène une agitation dans les entreprises pour entraîner une résistance qui pourra aller jusqu'à la grève politique des masses.

La question a été exposée longuement au C.C. :

« Une compréhension meilleure de l'importance de la grève politique dans certaines circonstances qui pourront se présenter devant nous dans un avenir plus ou moins proche doit être l'un des résultats de notre lutte. »

« La grève du 12 février ne doit pas être vue en elle-même, mais comme le point de départ de notre lutte portée à

un niveau politique supérieur. » (Duclos).

Elle a été argumentée dans une série d'articles de Lécœur dans *l'Humanité*. Mais cette campagne comme l'intervention au C.C. s'appuyaient sur la grève du 12 février. Le gouvernement ayant interdit les manifestations publiques du 10 février en commémoration de la grève du 12 février 1934, les syndicats parisiens de la C.G.T. ont fait appel à une grève générale pour le 12 février. A vrai dire, l'appel n'a pas été trop vigoureux, la préparation en a été assez superficielle. La réponse ouvrière a été inégale. Les dirigeants staliniens l'ont reconnu et ne s'en sont pas montrés émus. Tout cela se comprend quand on place cette grève dans l'ensemble de l'activité stalinienne. Cette grève avait pour objet de mouvoir leur parti vers une politique plus combative. Dans la revue théorique *les Cahiers du Communisme* (mars 1952), Fajon, membre du Bureau Politique, l'écrit :

« (La grève) a permis d'éprouver la fermeté et la capacité de nombreux cadres, d'aguerrir les militants et d'enrichir leur expérience de combat. »

Il est incontestable que les chefs staliniens préparent leurs militants pour une période de combats très importants. La pression des masses n'est pas encore telle qu'ils aient besoin de tourner fortement. C'est Moscou qui a besoin de ce gauchissement. Mais, d'autre part, les militants communistes ne sont pas sans se poser des questions sur la situation présente et la direction doit répondre à ces inquiétudes des militants. Le problème des perspectives est le plus important de tous. Dans un discours sur lequel peu de publicité fut faite, R. Guyot, membre du B.P., déclarait aux communistes de la Seine, le 15 décembre dernier :

« Les camarades disent : « les choses sont difficiles parce que la perspective n'est pas claire, on manque de perspectives, il n'y a pas de perspectives ». Ces camarades parlent ainsi tout en déclarant approuver chaleureusement les décisions du Congrès et du Comité Central de septembre. Qu'est-ce à dire ? Qu'il existerait dans la période historique présente une autre perspective que celle d'imposer la paix et de reconquérir notre indépendance nationale ? »

Deux mois plus tard, voici comment le rapporteur du B.P. au C.C. traitait la question des perspectives :

« Notre lutte pour la paix n'est pas un moyen détourné pour atteindre le socialisme, mais le moyen le plus direct... La lutte contre la guerre impérialiste est inséparable de la lutte contre la politique impérialiste. »

Autrement dit, la question de la paix n'est plus une perspective en soi, mais un élément de la perspective du socialisme. Commentant les travaux du C.C. en vue de fournir aux militants communistes, notamment aux secrétaires fédéraux, « une sorte de canevas », Fajon, dans l'article mentionné plus haut, précise que « la clarté sur les perspectives conditionne pour une large part le recrutement, la stabilité des effectifs,